

## S O M M A I R E

- Notre Histoire Papes et antipapes. Y de Lassus p. 1
- Chrétiens en xoiété St Camille de Lellis PP. Camilliens p. 21
- Actualité religieuse Faits, rumeurs, Mgr Vigano & alii... J R ; de Mattei p. 26

**J**e savais qu'il était nécessaire de chercher la grâce du Christ là où Il l'avait déposée si je voulais y avoir part. Je croyais que cette grâce se trouvait uniquement dans la Communauté de Rome, et non dans l'Église anglicane. C'est pourquoi je suis devenu catholique »,

Cardinal SaintJohn Henry Newman, Lettres,

## NOTRE HISTOIRE

### *Papes et antipapes, entre histoire, droit et doctrine*

Le présent article est tiré et adapté d'une étude publiée par Y. de Lassus dans le numéro 292 de la revue de l'Action Familiale et Scolaire. Il met en lumière le fait souvent oublié que **le mode** d'élection du pape est de nature "politique" et humaine, d'institution ecclésiastique, et non pas une réalité mystique dont on pourrait, ou pire, devrait examiner la validité comme si c'était celle d'un sacrement.

Depuis quelque temps, suite aux actes et déclarations de François ou de certaines autorités vaticanes, les études fleurissent sur une possible vacance du siège [Maxence Hecquart, Massimiliano Viglione, Mgr Vigano, Abbé de la Rocque, André Cionci... etc] Ces déclarations sont livrées au grand public notamment par les réseaux sociaux alors que quiconque

n'est pas un canoniste ou théologien chevronné. Dans ce cas, la prudence recommande de se référer à l'histoire. Car les événements du passé apportent un éclairage qui permet de hiérarchiser, voire de relativiser toutes ces prises de positions qui se veulent décisives et pertinentes. Le présent article se propose de rappeler quelques éléments d'histoire sur trois points : les renonciations, les conditions d'invalidité des conclaves et les vacances du siège.

## RENONCIATIONS INVALIDES ?

Des études récentes, apparemment bien documentées (par exemple le *Ratzinger code*) mettent en doute la validité de la renonciation de Benoît XVI qui, il est vrai, n'a jamais complètement renoncé puisqu'il a continué à vivre au Vatican, à porter la soutane blanche et à conserver l'appellation de "*pape*" en la complétant simplement de la mention d'"*émérite*". C'est un cas unique dans l'histoire de l'Église, car, si ce n'est pas la première renonciation, c'est la première à avoir conduit à une telle situation.

Par le passé, plusieurs papes eurent à renoncer à leur charge :

- Jean XVIII, probablement déposé en 1009 après 6 ans de règne,
- Benoît IX qui perdit sa charge trois fois entre 1044 et 1048, une fois volontairement, deux fois contraint !
- Sylvestre III en 1045 et Grégoire VI en 1046, tous deux déposés par le synode de Sutri,
- Célestin V en 1294, volontairement après 5 mois de règne,
- Grégoire XII en 1415, volontairement pour mettre fin au grand schisme d'Occident.

Mais après leur abdication, forcée ou non, ces papes ne vécurent pas au Vatican avec les honneurs attachés à la fonction papale. Le cas de Benoît IX est intéressant à connaître, car il donne un exemple des "irrégularités acceptables", pourrait-on dire, dans la déposition d'un pape.

## Le cas de Benoît IX

Théophylacte de Tusculum était le propre neveu de Benoît VIII, pape de 1012 à 1024, et de Jean XIX, pape de 1024 à 1032, tous deux frères de son père. À la mort de son oncle Jean XIX, Théophylacte fut mis sur le trône par son père, **alors qu'il était encore laïc**, et prit le nom de Benoît IX. Même si ce ne fut pas un pape modèle, les douze premières années, il gouverna avec habileté, aidé par des collaborateurs capables et par le solide gouvernement civil de son père. Mais en septembre 1044, une révolte éclata et le chassa de Rome, sans vraiment qu'il soit déposé ; quatre mois plus tard, en janvier 1045, le candidat des Crescenzi, une des puissantes familles romaines, fut élu, contre son gré, à la place de Benoît IX et prit le nom de Sylvestre III. À peine deux mois plus tard, en mars 1045, Benoît IX le chassa de Rome, l'excommunia et reprit possession du trône pontifical. Sylvestre III retourna alors dans son diocèse, tout en continuant à se proclamer pape.

Le 1<sup>er</sup> mai suivant, à peine six semaines après être remonté sur le trône pontifical, pour des raisons obscures, Benoît IX abdiqua en faveur de son parrain, Jean Graziano, un vertueux ecclésiastique, archiprêtre de Saint Jean de Latran, qui prit le nom de Grégoire VI, lequel versa une forte somme à son filleul après son élection, ce qui lui valut d'être accusé de simonie, tandis que Benoît IX était lui-même accusé d'avoir vendu sa charge !

L'année suivante, Henri III, l'empereur du Saint Empire romain germanique, tourmenté par l'existence simultanée de trois papes (Benoît IX, Sylvestre III et Grégoire VI), descendit à Rome pour se faire couronner et surtout mettre un peu d'ordre dans l'Église. Il demanda à Grégoire VI de convoquer un synode, lequel se réunit à Sutri en décembre 1046. Sylvestre III et Benoît IX y furent invités, mais seul Sylvestre III s'y rendit. Le synode déposa les trois papes et un nouveau pape fut élu, Suger de Bamberg, qui prit le nom de Clément II. Le synode reconnaissait ainsi :

- que Benoît IX avait bien été pape de 1032 à 1044,

- qu'il avait bien perdu sa charge en 1044, bien que déposé de force,
- que Sylvestre III avait bien été pape pendant deux mois,
- que Benoît IX était redevenu pape, bien qu'ayant chassé Sylvestre III par la force,
- que Grégoire VI était bien le pape régnant, bien qu'ayant acheté sa charge à Benoît IX,
- qu'un synode pouvait déposer un pape, et même trois !

Clément II mourut moins d'un an plus tard, en novembre 1047. Benoît IX fut alors mis pour la troisième fois sur le trône pontifical par une foule enthousiaste, peut-être achetée par sa famille, ce qui ne fut pas du goût d'Henri III qui réussit à le chasser en juillet 1048. À sa place il fit installer l'évêque de Bressanone, qui prit le nom de Damase II. Celui-ci mourut 23 jours plus tard et fut remplacé par Léon IX. Pendant ce temps, Benoît IX se réfugia sur ses terres, continuant à se proclamer le pape légitime. En 1049 un synode tenu au Latran l'excommunia comme coupable de simonie. Il mourut cinq ans plus tard.

Malgré toutes les irrégularités ayant entouré ces différentes élections et dépositions, l'Église reconnut tous les papes de cette période. Ainsi dans la liste des papes, Benoît IX est compté trois fois et occupe les 145°, 147° et 150° places. Sylvestre III occupe la 146°, Grégoire VI la 148°, Clément II la 149° et Damase II la 151°.

Sur les huit abdications précitées, seules trois furent volontaires :

- Benoît IX (2e règne) qui vendit sa charge,
- Célestin V qui voulut retourner à son ermitage,
- Grégoire XII pour mettre fin au grand schisme d'Occident.

Dans les cinq autres cas, les papes furent contraints de démissionner, sans doute pour de bonnes raisons, mais contraints tout de même :

- Jean XVIII déposé et remplacé par Serge IV ;

- Benoît IX (1er règne) chassé par les romains et remplacé par Sylvestre III ;
- Sylvestre III lui-même chassé au bout deux mois par Benoît IX dont ce fut le 2<sup>e</sup> règne ;
- Grégoire VI déposé pour simonie et remplacé par Clément II ;
- Benoît IX, remis sur le trône à la mort de Clément II, puis à nouveau chassé par l'empereur et remplacé par Damase II.

Malgré cela, l'Église considère toutes ces "démissions" comme valides et les successeurs comme véritablement pape ! Un tel désordre était surtout dû à l'intervention prédominante du pouvoir temporel dans les élections. C'est une des raisons pour lesquelles, dix ans plus tard, Nicolas II (pape de 1058 à 1061) décréta qu'à l'avenir, seuls les cardinaux éliraient le pape. Lors d'un important synode au Latran, il décida que seuls les cardinaux pourraient désormais participer à l'élection du pape et procéderaient en deux étapes : dans un premier 3 temps, il y aurait une élection par les seuls cardinaux-évêques<sup>1</sup>. Après seulement, l'ensemble du collège des cardinaux voteraient pour confirmer le choix des cardinaux-évêques. Enfin, le reste du clergé et le peuple pourraient acclamer l'élu. Voici ce que dit la bulle *In nomine Domine* d'avril 1059 : « *Les cardinaux-évêques devaient d'abord traiter ensemble avec le plus grand soin de l'élection, puis s'adjoindre les cardinaux-clercs [cardinaux-prêtres et diacres] et requérir enfin le consentement du reste du clergé et du peuple, en sauvegardant le respect dû à l'empereur Henri et à ses successeurs.* »

Il faut donc rester prudent avant de décréter invalide la démission de Benoît XVI. Car si sa renonciation était invalide, alors a fortiori, celles de Benoît IX, Sylvestre III ou Clément II le seraient. Prendre parti pour un pape plutôt qu'un autre est précisément se conduire comme l'empereur Henri III ou les clans romains. Quoi qu'il en soit, des papes furent déposés

---

<sup>1</sup>Le Sacré Collège comprenait alors trois ordres de cardinaux : des cardinaux-évêques, des cardinaux-prêtres et des cardinaux-diacres. À l'époque de l'élection d'Innocent II, il comprenait 38 membres : 6 cardinaux-évêques, 18 cardinaux-prêtres et 14 cardinaux-diacres.

ou mis sur le trône pontifical avec des irrégularités plus graves que celles qui ont pu entacher la démission de Benoît XVI.

## ÉLECTIONS INVALIDES ?

Pour déclarer l'élection de François invalide, certains s'appuient sur le non-respect de différentes règles régissant les élections pontificales, notamment celle interdisant les pactes entre électeurs sous peine d'excommunication *latæ sententiæ*.<sup>2</sup> D'après eux, l'élection du cardinal Bergoglio aurait été favorisée par un groupe de cardinaux (surnommé la mafia de Saint Gall) qui s'étaient réunis de 1996 à 2005 pour préparer la succession de Jean-Paul II, groupe qui fut probablement réactivé pour préparer la succession de Benoît XVI. En conséquence l'élection de François serait invalide. Seuls des canonistes pourraient véritablement trancher la question. Toutefois, une lecture attentive des textes régissant les élections permet de se faire une idée de ce que pourrait être la réponse des canonistes. Car ces textes sont clairs et compréhensibles par tout lecteur qui se donne la peine de les lire.

### Les textes de référence

Les règles régissant l'élection des papes sont très anciennes et pour certaines remontent à Nicolas II. Depuis, de nombreux papes les ont complétées ou modifiées. Ainsi, presque tous les papes du XXe siècle ont légiféré sur les conclaves, soit par des constitutions apostoliques :

- saint Pie X : *Sede Apostolica Vacante* (SAV) du 25 décembre 1904,
  - Pie XII : *Vacantis Apostolicæ Sedis* (VAS) du 8 décembre 1945,
  - Paul VI : *Romano Pontifici Eligendo* (RPE) du 1er octobre 1975,
  - Jean-Paul II : *Universi Dominici Gregis* (UDG) du 22 février 1996 ;
- soit par des *motu proprio* (Pie XI, Jean XXIII et Benoît XVI).

---

<sup>2</sup>Le canon 1314 distingue deux types d'excommunication : l'excommunication *ferendæ sententiæ* qui ne frappe le coupable que lorsqu'elle a été notifiée par une décision judiciaire ou administrative ; l'excommunication *latæ sententiæ* encourue automatiquement dès l'accomplissement du délit.

Remonter au-delà de la constitution *Sede Apostolica Vacante* est inutile, car saint Pie X, dans le même esprit que celui avec lequel il avait demandé une compilation des règles de fonctionnement de l'Église dans un code unique, code qui sera promulgué par son successeur en 1917, voulut rassembler dans une seule constitution et présenter de façon plus ordonnée toutes les règles sur l'élection pontificale. Voici ce qu'il explique dans le préambule de SAV :

« Au cours des siècles, ces lois, dictées et promulguées par le pontife romain, furent peu à peu multipliées et augmentées en nombre ; quelques-unes aussi (...) sont devenues obsolètes : de sorte **que ce n'est pas une mince affaire de discerner lesquelles doivent être conservées** pour le choix du pasteur suprême. **Pour éviter cet inconvénient**, qui avait été critiqué par nos prédécesseurs, **Nous avons jugé opportun de tout rassembler en une seule constitution**, en conservant autant que possible intactes les dispositions des constitutions antérieures (...) sanctionnées par une vénérable antiquité, mais avec quelques changements, quand cela nous a semblé plus opportun. (2° & 3° §)

Et il ajoute : « **Nous décrétons qu'elle seule** [la présente constitution] **aura force de loi, après avoir abrogé tous les décrets et constitutions émis par les Pontifes Romains sur cette question**, et également promulgués en conciles généraux. (4e §) »

Le code de droit canon de 1917, confirme cette disposition dans le canon n° 160 : « *L'élection du Souverain Pontife **est régie uniquement par la constitution Sede Apostolica Vacante, promulguée le 25 décembre 1904 par Pie X.*** »

Pie XII rappela cette disposition dans le préambule de sa constitution (VAS 2° §). Puis il abrogea la constitution de saint Pie X afin que sa propre constitution « **soit utilisée seule** » (VAS 4e §). Paul VI et Jean-Paul II firent de même (RPE, dernier § du préambule ; UDG dernier §). Ainsi, depuis saint Pie X, dans chaque nouvelle constitution, les papes prirent soin d'abroger tous les textes précédents afin que l'élection ne

soit régie que par un seul texte. Ces textes confirment donc très clairement que toutes les dispositions qui leur sont antérieures, sont abrogées, y compris la constitution de Paul IV (pape de 1555 à 1559) invalidant l'élection d'un hérétique, texte sur lequel s'appuient les partisans de la thèse du siège vacant pour déclarer certaines élections illégales. Aussi, le seul texte en vigueur aujourd'hui est la constitution *Universi Dominici Gregis* de Jean-Paul II, à laquelle Benoît XVI a apporté quelques corrections.

Toutefois, pour bien montrer la continuité et la volonté des papes sur tous ces points, dans la suite de cette étude, les références aux quatre constitutions promulguées depuis saint Pie X seront indiquées, même si seule la dernière est en vigueur.

### Les règles d'élection

Tout en reprenant la plus grande partie des dispositions de ses prédécesseurs, et en se référant constamment aux textes antérieurs, saint Pie X prit de nouvelles mesures. Par exemple, pour rendre les élections plus rapides, il fixa le nombre de votes à quatre par jour au lieu de deux.

Surtout, il abrogea la condition, instaurée par Jules II, de la nullité d'une élection obtenue par simonie. La raison invoquée pour justifier cette décision, plutôt étonnante, est importante à connaître. Après avoir condamné fermement la simonie, saint Pie X ajoute qu'il décide de « *supprimer toutefois la nullité de l'élection simoniaque (que Dieu daigne éloigner pareille élection !) décrétée par Jules II (ou par tout autre décret pontifical), pour ôter un prétexte d'attaquer la valeur de l'élection du Pontife romain* » (SAV n° 79), tant il est vrai que, pour toute société, il vaut mieux un mauvais chef qu'un chef contesté ou pas de chef du tout.

Pie XII reprendra au mot près cette décision et pour la même raison (VAS n° 92) ; Paul VI dira la même chose avec une formulation encore plus claire : « *Nous confirmons également la décision de notre prédécesseur saint Pie X, selon laquelle a été supprimée la nullité de l'élection*



*simoniaque établie par Jules II ou tout autre décret pontifical, afin que la valeur de l'élection du Pontife romain ne soit pas mise en cause pour cette raison.* » (RPE n° 79) Jean-Paul II maintiendra la disposition avec une formule plus courte (UDG n° 78).

Ainsi, depuis SAV, en cas de simonie, l'auteur de l'acte simoniaque est condamné, mais l'élection reste valide. Le cas s'était d'ailleurs déjà produit dans l'histoire avec Grégoire VI, comme nous l'avons vu. Saint Pie X et ses successeurs reconnaissent, en quelque sorte, la validité de l'élection de Grégoire VI, comme le fit le synode de Sutri.

Saint Pie X supprima également la clause de nullité par non-respect de la clôture du conclave, prévue par Grégoire X et confirmée par Grégoire XV : « *L'élection du Souverain Pontife doit être faite en conclave et conclave fermé, **avec suppression cependant de la nullité de l'élection établie en ce cas par Grégoire XV** (ou par tout autre décret pontifical)* » (SAV n° 47), disposition reprise au mot près par Pie XII dans sa constitution (VAS n° 57).

Les successeurs de saint Pie X ne firent pas que confirmer les disposition figurant dans la constitution de saint Pie X : ils modifièrent ou complétèrent plusieurs règles.

Par le motu proprio *Cum proximo*, Pie XI fixa l'ouverture du conclave non plus dix mais quinze jours pleins après la mort du pape, ceci pour permettre aux cardinaux des pays éloignés d'arriver à temps. Avec *Vacantis Apostolicæ Sedis*, Pie XII confirma que l'usage des moyens de communication étaient prohibés pendant le conclave et prit soin de les lister : « *Nous défendons absolument d'introduire au conclave, sous n'importe quel prétexte, les appareils qu'on nomme télégraphiques, téléphoniques, microphoniques, radiophoniques, photographiques, cinématographiques et autres instruments du même genre.* » (VAS n° 64).

Il modifia légèrement la règle du nombre de votes nécessaire pour être élu : « *Aux deux tiers des suffrages devra s'ajouter un suffrage de plus, sans quoi l'élection sera de droit nulle et invalide.* » (VAS n° 68) En

effet, depuis toujours, les cardinaux avaient interdiction de voter pour eux. Pour permettre la vérification de cette règle après chaque vote, chacun d'eux devait inscrire un proverbe latin sur son bulletin de vote. La nouvelle disposition permettait de rendre inutile cette vérification et ainsi d'éviter toute contestation, même si l' élu avait frauduleusement voté pour lui, puisque même sans son bulletin de vote, la majorité des deux tiers était acquise.

Par le motu proprio *Cum gravissima* d'avril 1962, Jean XXIII décida que tous les cardinaux, dont le précédent consistoire avait porté le nombre à 74, pouvait voter alors que, depuis Sixte V, le nombre maximal était de 70. C'était la première fois qu'il était dérogé à cette règle. Quatre mois plus tard, par le motu proprio *Summi pontificio electio* de septembre 1962, il prit aussi diverses dispositions portant sur l'archivage des notes 5 prises par les cardinaux, la procédure de clôture du conclave, etc. L'une d'elle portait sur le nombre de votes pour être élu : « *Si le nombre de cardinaux présents ne peut être divisé en trois parties égales, un vote supplémentaire est requis pour la validité de l'élection du Pontife Romain.* » (n° 15)

Par le motu proprio *Ingravescentem Ætatem* de novembre 1970, Paul VI, décida que les cardinaux âgés de plus de 80 ans perdaient le droit d'élire le souverain pontife, tout en conservant « *la faculté de pouvoir participer aux congrégations générales et particulières qui se tiennent pendant la vacance du siège, avant le début de conclave.* » Cette mesure fut très contestée, car on ne trouvait aucune justification dans l'histoire ; mais Paul VI maintint sa décision. Il fixa aussi le nombre maximal de cardinaux-électeurs à 120. Il prit encore d'autres dispositions ; notamment, il décida d'ajouter des jours sans vote si le conclave se prolongeait au-delà d'une certaine durée.

Par la constitution apostolique *Universi Dominici Gregis*, Jean-Paul II, tout en reprenant toutes les dispositions de son prédécesseur, fixa la résidence des cardinaux pendant le conclave en un lieu différent de celui de l'élection. En effet, la chapelle Sixtine se prêtait mal à l'accueil de 120

électeurs. Ceux-ci furent donc logés à quelques centaines de mètres de la chapelle, à la Maison Sainte Marthe spécialement aménagée pour cela. Jean-Paul II porta également le délai avant l'ouverture du conclave de 15 à 20 jours et abrogea les modes d'élection par acclamation ou par compromis, tombés en désuétude depuis plusieurs siècles.

Il décida aussi que si au bout de 33 jours, l'élection n'était toujours pas faite, les cardinaux pourraient décider de choisir un scrutin à la majorité absolue, disposition qui fut annulée par Benoît XVI pour la remplacer par une autre : au bout de 33 jours, il ne sera possible de voter que pour « *les deux cardinaux qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages dans le scrutin précédent* ». <sup>3</sup>

### *Le cas des cardinaux excommuniés*

En cas de manquement aux règles les plus importantes, toutes les constitutions prévoient des peines d'excommunication *latae sententiae*, notamment dans les cas suivants :

- « *contracter des engagements, tandis que le Pontife est vivant et sans l'avoir consulté, à propos de l'élection de son successeur, ou de promettre des voix ou de prendre des décisions à ce sujet dans des réunions privées* » (SAV n° 80, VAS n° 93, RPE n° 80, UDG n° 53 et 79),

- « *violer le secret aussi bien pendant qu'après l'élection du nouveau pontife, à moins qu'une autorisation explicite en ait été accordée par le pape lui-même* » (SAV n° 51, VAS n° 61, RPE n° 58, UDG n° 58),

- « *accepter de n'importe quel pouvoir civil la mission de proposer un veto, ou une exclusive, même sous forme d'un simple désir, ou le révéler soit à tout le collège des électeurs réunis, soit à chacun des électeurs, par écrit ou oralement, directement et immédiatement ou indirectement ou par des intermédiaires, avant le début de l'élection ou pendant son déroulement* » (SAV n° 81, VAS n° 94, RPE n° 81, UDG n° 80),

- accepter « *toute espèce de pactes, d'accords, de promesses ou d'autres engagements de quelque ordre que ce soit, qui pourraient les*

---

<sup>3</sup>Motu proprio *De aliquibus mutationibus in normis de electione romani pontificis* de juin 2007.

*contraindre à donner ou à refuser leur vote à un ou à plusieurs candidats », sans toutefois « interdire les échanges d'idées en vue de l'élection, durant la vacance du Siège » (SAV n° 82, VAS n° 95, RPE n° 82, UDG n° 81).*

À quelques mots près, ces quatre infractions sont identiques dans toutes les constitutions apostoliques depuis saint Pie X. Devant le nombre d'infractions constatées sur ces quatre points lors des derniers conclaves, nombreux sont ceux qui affirment que ces conclaves sont invalides. C'est oublier une chose : toutes les constitutions depuis saint Pie X prévoient que les votes des cardinaux excommuniés restent valides :

« Aucun cardinal ne peut d'aucune manière être exclu de l'élection active et passive du Souverain Pontife sous le prétexte ou **par le motif de n'importe quelle excommunication, suspense, interdit ou autre empêchement ecclésiastique**. Nous suspendons ces censures et excommunications **seulement pour cette élection** ; elles conserveront leurs effets pour tout le reste. » (SAV n° 29)

Pie XII et Paul VI reprirent **exactement la même phrase** à un ou deux mots près. (VAS n° 34 et RPE n° 35). Jean-Paul II utilisa une formule plus courte mais ayant le même sens : « *Aucun cardinal électeur ne pourra être exclu de l'élection active ou passive pour quelque motif ou prétexte que ce soit, restant sauf ce qui a été prescrit au n° 40 de la présente constitution*<sup>5</sup>. » <sup>4</sup> (UDG n° 35)

Cette disposition permettait d'éviter un motif de contestation de l'élection. Elle est parfaitement dans l'esprit de saint Pie X lorsqu'il décida de supprimer les clauses d'invalidité d'une élection en cas de simonie ou de non-respect de la clôture du conclave. En effet, en cas d'excommunication *latae sententiae*, il risquait fort d'y avoir des contestations sur sa réalité. Pour éviter toute discussion, saint Pie X et ses successeurs jugèrent préférable de ne pas retenir ces raisons comme motif d'invalidité, tout en maintenant la sanction d'une excommunication *latae sententiae*.

---

<sup>4</sup>Le n° 40 traite du cas des cardinaux empêchés pour une raison valable.

Ainsi, depuis saint Pie X, il n'y a pratiquement plus aucune cause de nullité des élections. Malgré cela, certains partisans de la thèse du siège vacant avancent que Pie XII (ou Paul VI selon le cas) serait le dernier pape et que le siège serait vacant depuis. Pourtant, pour le conclave de 1958 qui conduisit à l'élection de Jean XXIII, il n'y avait plus que deux règles concernant la nullité d'un vote : une sur le type de scrutin et une autre sur le comptage des votes. Ces dernières n'ayant pas été transgressées a priori, on ne voit pas sur quels arguments il serait possible de déclarer invalides les élections de Jean XXIII et de ses successeurs. Certes, il faudrait l'avis d'un canoniste pour pouvoir être plus affirmatif. Mais c'est parfaitement dans la logique des modifications apportées par saint Pie X et confirmées par Pie XII, Paul VI et Jean-Paul II, qui ont cherché à éliminer toutes les causes possibles de contestation des élections.

Aussi, concernant l'élection de François, il faut éviter de trancher péremptoirement. Les membres de la mafia de Saint-Gall tombent peut-être sous le coup du n° 81 d'*Universi Dominici Gregis*, mais il n'est pas possible d'être plus affirmatif puisque, par ailleurs, ce même numéro autorise les discussions avant et pendant le conclave. De toutes les façons, les membres de la mafia de Saint Gal étaient tout au plus excommuniés, mais leurs votes restaient valides.

Il faut donc être très prudent avant de déclarer une élection invalide. D'une part, nous n'avons pas toutes les informations nécessaires pour pouvoir juger ; d'autre part, ce n'est pas aux fidèles de juger, mais aux cardinaux.

De plus, l'histoire des conclaves montre que les règles régissant l'élection n'ont pratiquement jamais été complètement respectées, y compris au XX<sup>e</sup> s, en particulier celles concernant l'intervention des pouvoirs civils et la conservation du secret.

### Quelques exemples historiques

Les pouvoirs civils ont toujours tenté de s'immiscer dans les élections pontificales et il y eut souvent des contacts voire des réunions

de cardinaux avec ces pouvoirs civils avant ou pendant les conclaves. Le XX<sup>e</sup> siècle ne fait pas exception. L'ingérence des autorités civiles fut limitée mais jamais complètement éliminée, malheureusement. Elles ne furent pas toujours nocives : le refus de l'empereur d'Autriche d'accepter l'élection du cardinal Rampolla après la mort de Léon XIII permit l'élection de saint Pie X. Et même si ce dernier tenta de supprimer définitivement l'intervention des pouvoirs temporels, ces pratiques ne s'arrêtèrent pas pour autant.

Quant au non-respect du secret, les infractions à la règle sont presque devenues une règle ! Dans son *Histoire des conclaves*, pour les huit conclaves du XX<sup>e</sup> s, Yves Chiron cite une centaine de cas, dont une vingtaine tirés de dépêches entre le ministère des Affaires Étrangères et l'ambassadeur français à Rome, plus une vingtaine de confidences de cardinaux et une dizaine de leurs conclavistes ! Ces confidences ont plusieurs fois permis de connaître le nombre de scrutins ainsi que la répartition des votes à chaque scrutin ! Or, il est peu probable que les papes aient autorisé tous ces cardinaux à briser le secret des scrutins.

Certaines déclarations font part de réunions, soit avant le conclave dont certaines avec des gouvernements, soit pendant le conclave, réunions qui, normalement, tombent sous le coup de ces règles. Par exemple pour l'élection de saint Pie X, les cardinaux français décidèrent lors d'une réunion à Rome tenue en juillet 1903, de voter unanimement au premier tour pour le cardinal Rampolla, le favori du gouvernement français.<sup>5</sup> Quatre d'entre eux avaient été reçus quelques jours auparavant par le ministre des Affaires Étrangères, Théophile Delcassé.<sup>6</sup> Et pourtant l'élection a été jugée valide.

Si donc les élections de Paul VI et de ses successeurs étaient invalides, comme le prétendent les tenants de la thèse du siège vacant, celle de saint Pie X le serait aussi !

---

<sup>5</sup>Témoignage de l'abbé Landrieux, vicaire général de Reims et conclaviste du cardinal Langénieux. Cité par Yves Chiron, op. cit. p 152 et 258.

<sup>6</sup>Dépêche de Delcassé à Barrère de juillet 1903, archives du ministère des Affaires Étrangères. Cité par Yves Chiron op. Cit. p 152 et 258.

Ce comportement est malheureusement humain et presque inévitable, car depuis 2 000 ans, le pouvoir du pape fait l'objet de toutes les convoitises et les puissances temporelles ont toujours tout fait pour le contrôler.

Au cours du premier millénaire, les papes étaient souvent mis sur le trône par les rois, les empereurs ou les puissantes familles romaines. Nicolas II a tenté de mettre fin à ces pratiques en imposant que l'élection serait exclusivement du ressort des cardinaux. Mais l'histoire montre que sa décision n'a pas vraiment été suivie d'effet malheureusement.

Le non-respect du secret ou l'établissement de pactes ne sont pas les seules règles à avoir été enfreintes. Bien d'autres, parfois beaucoup plus graves, l'ont été. Le cas de l'élection Innocent II (pape de 1130 à 1143) est emblématique. Honorius II, le prédécesseur d'Innocent II, avait déjà eu une élection tourmentée. À Rome, à la mort de Calixte II, deux familles romaines, les Pierleoni et les Fraipani, se partageaient le pouvoir. Les Pierleoni proposèrent le cardinal Théobald Boccapecora qui fut élu à l'unanimité et prit le nom de Célestin II. Mais pendant l'intronisation du nouveau pape, Robert Fraipani fit irruption dans la salle avec une troupe armée et installa de force le cardinal Lambert Scannbecchi sur le trône pontifical. Blessé pendant l'affrontement, Célestin II renonça à sa charge pour éviter un schisme supplémentaire. On procéda alors à une deuxième élection, laquelle entérina le choix imposé par la famille Fraipani. L'élu prit le nom d'Honorius II. Et malgré la régularité de son élection, Célestin II est compté parmi les antipapes !

En 1130, Honorius II tomba gravement malade. Dès lors, les divers partis de Rome commencèrent à s'agiter. Devant le nouveau danger de schisme, quelques cardinaux obtinrent d'Honorius II d'instituer une commission de huit cardinaux, 2 cardinaux-évêques, 3 cardinaux-prêtres et 3 cardinaux-diacres, soigneusement sélectionnés, pour élire son

successeur, leur choix étant ensuite approuvé par l'ensemble du Sacré Collège.

Dans la nuit du 13 au 14 février, Honorius II mourut. Pour éviter de voir le pouvoir de la commission des huit cardinaux électeurs remis en cause, le chancelier, le cardinal de La Châtre, brusqua l'élection. Au petit matin, dans la plus grande discrétion, Honorius II fut enterré précipitamment dans un tombeau provisoire. Puis alors que les règles prévoyaient d'attendre trois jours après l'enterrement du pape défunt avant de procéder à l'élection, on procéda immédiatement à l'élection du nouveau pape avec le seul concours des cardinaux présents : 4 cardinaux-évêques dont 2 électeurs, 5 cardinaux-prêtres dont 1 électeur, 5 cardinaux-diacres dont 2 électeurs, soit en tout 14 cardinaux sur les 38 que comprenait le Sacré Collège, dont seulement 5 cardinaux électeurs au lieu des 8 prévus. Les électeurs présents procédèrent malgré tout à l'élection et désignèrent le cardinal de Saint-Ange, Grégoire Papareschi. Le vote fut ensuite confirmé par les autres cardinaux présents. Le cardinal de Saint-Ange refusa violemment d'accepter cette charge, mais s'y résigna devant la menace d'être excommunié par le Sacré-Collège s'il n'acceptait pas. À la suite de quoi, Honorius II fut de nouveau inhumé sans pompe et le cardinal de Saint-Ange fut intronisé sur le Siège de Pierre et prit le nom d'Innocent II. Vers 9 h du matin, tout était terminé.

En apprenant l'élection "à la sauvette" d'Innocent II, les 24 cardinaux qui n'avaient pas participé à l'élection furent indignés. Ils se réunirent rapidement et élurent le cardinal de Saint-Calixte qui prit le nom d'Anaclet II. Ainsi, en février 1130 vit conjointement la mort d'un pape et l'élection de deux successeurs : pour la vingt-cinquième fois dans son histoire de l'Église, deux papes se disputaient sa direction.

Déterminer quel était le pape validement élu n'était pas facile. Car des deux côtés, les règles de l'élection n'avaient pas été respectées. En nombre de cardinaux, Anaclet II avait réuni la majorité des suffrages. Quant à lui, Innocent II pouvait se prévaloir d'une majorité de 5 des 8 membres de la commission instituée par Honorius II et 4 des 6 cardinaux-



évêques. Mais ce choix devait être validé par l'ensemble du Sacré-Collège. Or il n'avait pour lui que 14 cardinaux sur 38. C'était la première fois depuis les règles édictées par Nicolas II qu'un pape n'avait pas au moins la majorité des suffrages du Sacré Collège réuni. Et d'autres règles, comme le délai entre la mort du pape et le début de l'élection n'avaient pas été respectées. Pourtant, malgré les irrégularités de son élection, c'est Innocent II qui fut déclaré pape par l'Église. Encore une fois, s'il fallait déclarer invalide les élections de Paul VI ou un de ses successeurs, il faudrait alors déclarer invalides de nombreuses élections antérieures !

### VACANCE DU SIÈGE ?

On ne peut cependant pas éliminer complètement l'hypothèse d'une élection invalide. Mais il ne nous appartient pas de trancher. Seuls les cardinaux ont la grâce pour le faire.

De plus, pour certains, il n'est pas possible d'envisager une telle situation, car cela conduirait à reconnaître que, depuis la mort de Benoît XVI, il n'y aurait plus de pape. Or Notre-Seigneur a dit : « *Je suis avec vous tous les jours jusqu'à la fin du monde.* » (Mat 28, 20). Cette phrase de saint Matthieu ne suffit pas à exclure une très longue vacance. Là encore, il faut éviter les jugements à l'emporte-pièce ; l'histoire montre que les choses ne sont pas aussi tranchées.

Car l'Église a connu plusieurs vacances particulièrement longues. Il est vrai que depuis presque deux siècles, aucune vacance n'a duré plus de trois semaines. Il faut remonter à Grégoire XVI (pape de 1831 à 1846) pour trouver une vacance supérieure à deux mois. Mais au XVIII<sup>e</sup> siècle, elles dépassèrent fréquemment cette durée.<sup>7</sup>

Au cours du deuxième millénaire, une vingtaine furent supérieures à trois mois. Cinq eurent même une durée supérieure à un an. La plus longue d'entre elles dura presque trois ans ! En effet, entre 1240 et 1320 (soit en 80 ans), il y eut 4 vacances supérieures à un an : 595 jours (1 an et

---

<sup>7</sup>Par la suite, devant la réaction très négative des cardinaux, le principe fut assoupli.

7 mois) après la mort de Célestin IV ; 1 007 jours (2 ans et 9 mois, la plus longue de l'histoire) après celle de Clément IV ; 821 jours (2 ans et 3 mois) après celle de Nicolas IV ; 840 jours (2 ans et 3 mois) après celle de Clément V ! Il y en eut aussi 4 supérieures à 6 mois, soit 8 vacances particulièrement longues pour 17 conclaves. La durée moyenne de ces 17 vacances a été de 270 jours, soit 9 mois !

L'élection de Grégoire X qui fut particulièrement mouvementée, mérite d'être rappelée. En effet, 2 ans et 9 mois après la mort de Clément IV, survenue en novembre 1268, les cardinaux ne s'étaient toujours pas mis d'accord pour lui désigner un successeur. Pour les forcer à faire aboutir l'élection, les autorités romaines emmurèrent alors les cardinaux, ôtèrent le toit de la salle où ils se réunissaient et menacèrent de ne plus les nourrir. Les cardinaux délèguèrent alors la décision à une commission de six membres, aboutissant à une élection par "compromis", mesure rappelant celle qui avait été adoptée par Honorius II pour l'élection de son successeur.

Pour éviter qu'une telle éventualité ne se reproduise, Grégoire X décida de garder le principe de l'enfermement. Et au cours du deuxième concile de Lyon qui se tint entre mai et juillet 1274, il promulgua la constitution *Ubi periculum*. Outre l'enfermement des cardinaux, il y ajouta diverses restrictions, notamment celles-ci :

« Ils [les cardinaux] habiteront tous en commun dans la même salle, sans séparation de murs ni d'autre espèce, excepté pour la garde-robe.<sup>8</sup> L'appartement sera tellement fermé qu'on ne puisse ni entrer ni sortir. Nul ne pourra voir les cardinaux, ni leur parler en secret. Les personnes qu'on appellerait, ne seront admises que pour l'affaire de l'élection et du consentement de tous. Défense d'envoyer des courriers ou des lettres à tous ou à quelqu'un d'eux, sous peine d'excommunication aux contrevenants. On ne laissera au conclave qu'une simple ouverture, pour y faire passer sans y entrer soi-même les aliments nécessaires. Si, au bout de trois jours après l'entrée au conclave, l'Église n'est pas pourvue d'un pasteur, on ne servira qu'un mets les cinq jours suivants tant le matin que

le soir, aux cardinaux, au-delà de ce terme, rien autre chose que du pain, du vin et de l'eau, jusqu'à l'élection faite. »

Le principe d'enfermement a donné le nom de "*conclave*" qui vient de "*cum clave*" (avec une clé), rappelant l'enfermement des cardinaux à la fin du processus de l'élection de Grégoire X. Malgré cela, au siècle suivant, à la fin du grand schisme d'Occident (1378-1429), il y eut une vacance de 857 jours (2 ans et 4 mois). En effet, après les démissions de l'antipape Jean XXIII en mai 1415 et de Grégoire XII en juillet suivant, qui mirent fin au schisme, Martin V, le successeur, ne fut élu qu'en novembre 1417. Entre les deux, il n'y eut qu'un antipape, Benoît XIII (qui régna de 1394 à 1422) !

Ainsi, quand bien même François ne serait pas pape, jusqu'en septembre 2025 inclus, la vacance qui aura suivi la mort de Benoît XVI n'aura pas dépassé la durée de celle ayant précédé l'élection de Grégoire X.

Mais objecteront encore certains, comment pourra-t-on sortir d'une telle situation puisque la très grande majorité des membres du conclave a été désignée par François et que, s'il n'est pas pape, ces nominations sont invalides ? En effet, sur les 131 cardinaux-électeurs (cardinaux ayant de moins de 80 ans), 96 ont été nommés par François, 26 par Benoît XVI et 9 par Jean-Paul II. Là encore, l'histoire donne des éléments de réponse :

Anaclet II a été élu par les deux tiers du Sacré Collège, c'est-à-dire la proportion obtenue par François, alors qu'Innocent II ne put réunir sur sa tête qu'un tiers de voix, et pourtant c'est lui que l'Église a reconnu comme pape légitime.

À l'époque, deux saints éclairèrent la chrétienté, saint Bernard de Clairvaux et saint Norbert, évêques de Magdebourg. Pour faire leur choix, ils utilisèrent d'autres critères. Saint Bernard appuya son choix sur trois arguments : 1) **la supériorité morale d'Innocent II**, 2) la priorité de sa

nomination, 3) la priorité donnée par Nicolas II aux voix des cardinaux-évêques sur les autres cardinaux.

Peut-être qu'un jour, devant le danger d'un effondrement complet de l'Église, comme pour l'élection d'Innocent II, quelques cardinaux réuniront autour d'eux une petite partie du Sacré Collège, et décrèteront l'élection de François invalide afin d'élire le véritable successeur de Benoît XVI. Mais c'est non seulement aux cardinaux d'en décider et non à nous. C'est aussi aux évêques, car les évêques constituent de droit divin la hiérarchie de l'Église ; les cardinaux ne sont qu'une institution humaine.

## POUR CONCLURE

Quelle que soit la gravité de la situation actuelle de l'Église, Dieu a sûrement une solution et fera en sorte que les meilleurs des cardinaux (ou des évêques) réagiront un jour pour conjurer le danger de son effondrement, selon le moyen qu'Il leur inspirera le moment voulu. Mais seuls les évêques et les cardinaux ont les grâces pour juger du moment et du moyen : il ne nous appartient pas d'en décider à leur place, ni de prédire le moment où Dieu permettra que cela se produise.

De plus, il est hasardeux de vouloir trancher dans une question sur laquelle nous n'avons ni la compétence, ni les éléments nécessaires. Il est tout à fait possible que François ne soit pas pape. Il y a déjà eu 44 antipapes dans l'Église : rien n'empêche qu'il y en ait un 45°. Mais ce n'est pas à nous de le dire ! Seule l'Église le peut et tant qu'elle ne parle pas, il est téméraire de parler à sa place.

Cela dit, il faut savoir que c'est possible. En effet, après avoir révélé certains éléments de l'avenir à ses apôtres, Notre-Seigneur leur dit : « *Je vous ai dit ces choses avant qu'elles n'arrivent, afin que, **lorsqu'elles seront arrivées**, vous croyiez.* » (Jean XIV, 29). Notre-Seigneur a dit « *lorsqu'elles seront arrivées* » et non pas « lorsque vous aurez estimé quand elles vont arriver », ni même « lorsqu'elles arriveront. » Nous

devons donc patienter en attendant la décision de l'Église. S'il est possible, voire probable, qu'un jour l'Église déclare François antipape, nous n'avons pas la grâce pour le déclarer avant elle.

Notre devoir est aussi de prier pour que des saints, comme du temps d'Innocent II, s'élèvent contre la situation actuelle et nous disent où est la vérité. Il faut également prier pour que de tels saints voient clair dans la situation actuelle ; car même des saints peuvent se tromper. À un moment de sa vie, saint Vincent Ferrier (1350 – 1429) pensa que le vrai pape était l'antipape Benoît XIII (il en était même le confesseur), alors que le vrai pape était à Rome. Il fut pourtant un très grand saint. Alors nous, comment pouvons-nous croire que nous saurons mieux qu'eux démêler le bon grain de l'ivraie ? Ayons la sagesse de ne pas nous croire plus compétents que ces grands saints. En attendant, faisons comme Jacinthe de Fatima : offrons tous les sacrifices de notre vie quotidienne pour le Saint-Père.

Enfin, il faut prier pour l'Église, en gardant à l'esprit l'indispensable distinction qu'il convient de faire entre les « hommes d'Église » qui la gouvernent et l'Église elle-même qui est toujours sainte car elle est le corps mystique du Christ •

Yves de Lassus

## CHRÉTIENS EN SOCIÉTÉ

### *Saint Camille de Lellis 1550-1614*

*La vie de Camille de Lellis se déroule au cours de la seconde moitié du 16<sup>e</sup>s et au début du 17<sup>e</sup>s. La toile de fond de son action est la Rome du cinquecento et plus largement l'Italie, morcelée en une multitude de principautés ou de républiques. Alors que l'Europe réussit à repousser les invasions turques, certains états italiens subissent la domination étrangère des Espagnols et des Français. La culture et l'art vivent la transition de l'euphorie de la renaissance à la période baroque.*

*Ordre des Serviteurs des Malades / Religieux Camilliens : <http://camilliensbf.org/>*

Dans le domaine de la santé, l'Eglise continue à proposer ses hôpitaux, comme elle l'avait fait au Moyen-âge avec la création des Hôtel-

Dieu, et à animer des associations caritatives populaires, comme les compagnies du Divin Amour et de la Miséricorde.

Les princes considèrent eux aussi comme important pour leur prestige de construire de grands hôpitaux pour l'accueil et l'assistance des malades pauvres et ils en confient les projets aux meilleurs architectes de l'époque. Mais cette splendeur architecturale et cette décoration artistique contrastaient avec les déficiences criantes dans le domaine de l'hygiène et des soins, ainsi qu'avec les grosses insuffisances dans l'assistance: celle-ci était confiée à des gens que n'intéressait que l'argent et qui n'étaient pas préparés, manquant non seulement des plus élémentaires notions médicales mais souvent aussi d'un minimum d'attitude d'humanité. Ceux qui en souffraient étaient les malades: maltraités par gestes et en paroles, abandonnés dans leur saleté, nourris tant bien que mal, livrés aux caprices et aux plaisanteries de ce personnel mercenaire. C'est la situation que trouva Camille à l'hôpital Saint-Jacques de Rome, lorsqu'il y arriva en 1575 pour soigner sa jambe ulcéreuse. Une plaie qui décida du cours de sa vie: Dieu s'en servit pour lui montrer sa voie! Face à la situation d'abandon des malades, Camille comprit qu'il ne pouvait y faire front tout seul. Il songea à réunir un groupe d'amis et à les engager dans le même projet: se consacrer totalement au service des malades pour le seul amour de Dieu et avec l'amour que peut avoir une mère pour son fils unique malade. C'est ainsi qu'en 1582 prit naissance la compagnie des Servants des Malades. Quatre ans plus tard, le pape Sixte V la reconnut comme congrégation et accéda à la demande de Camille de porter une croix rouge sur l'habit.

*“Rappelez vous que les malades sont la pupille et le cœur de Dieu et que ce qui est fait à ces pauvres est fait à Dieu”. Saint Camille de Lellis*

La compagnie s'agrandit. Camille et les siens prirent du service dans l'hôpital du Saint-Esprit, mais ils se mirent aussi à rechercher les malades et les pauvres dans les quartiers et les taudis de la Ville. Lorsqu' en 1590 une famine éclata à Rome, les servants des Malades se dépensèrent pour

secourir toutes les nécessités. Le pape Grégoire XIV en fut dans l'admiration et décida d'ériger la congrégation en Ordre des Serviteurs des Malades.

Dans les hôpitaux de Rome il s'était opéré une véritable réforme sanitaire. Très rapidement arrivèrent de diverses parties de l'Italie des invitations à introduire ces religieux dans les hôpitaux locaux. En une vingtaine d'années, les Serviteurs des Malades prirent ainsi du service dans les villes principales, de Naples à Milan, de Gênes à Palerme, etc.

Ce n'est pas tout. Lorsqu'une armée partait pour une campagne de guerre, Camille envoyait ses compagnons porter la croix rouge sur les champs de bataille. Lorsqu'une épidémie éclatait dans une ville, il accourait avec les siens pour soigner les pestiférés. Mais surtout, l'hôpital fut sa maison pendant quarante ans. Ce fut là l'école où il forma des centaines de jeunes au service de la charité, par son exemple et par ses enseignements précieux contenus dans ses règles pour servir les malades en toute perfection. Un code d'assistance sanitaire qui fut mis en application dans divers hôpitaux d'Italie.

Camille mourut à Rome le 14 juillet 1614. Lorsque Benoît XIV le canonisera en 1746, il déclarera solennellement que Camille de Lellis avait été le promoteur d'une "nouvelle école de charité".

D'autres papes ont rappelé que Camille a été exemplaire dans le monde de la santé: Léon XIII l'a déclaré patron des hôpitaux et des malades, Pie XI l'a proclamé patron des infirmiers et Paul VI en a fait le protecteur particulier du service de santé militaire italien.

Comment Camille a-t-il réalisé "sa" réforme sanitaire? Son œuvre a été multiple: elle a visé des buts variés, dictés par des situations concrètes et abordés avec une volonté éclairée et tenace. Nous pouvons examiner cette œuvre sous quatre aspects.

### 1. Réforme de la notion de "malade"

Au temps de Camille, à Rome comme ailleurs, l'hôpital était l'ultime refuge pour les désespérés. Alors que les riches ou les personnes aisées

étaient soignées dans leur maisons par des médecins privés, l'hôpital accueillait des pauvres de tous genres, abandonnés, vagabonds, personnes affamées et amaigries, ainsi qu'une marée de malades contagieux refusés par la société. Et lorsque ceux-ci ne pouvaient pas ou ne voulaient pas se rendre à l'hôpital, ils restaient dans leurs misérables habitations; ou bien, lorsqu'ils n'en avaient pas, ils se réfugiaient dans les "grottes romaines, c'est-à-dire dans les anfractuosités des ruines de l'antiquité classique ou sous les arches de l'aqueduc de la campagne romaine. La société de la Renaissance les ignorait, les considérait comme les derniers et les tenait en marge. Saint Camille les recherchait; il les assistait et en faisait "les premiers" dans un sens absolu.

"Servir les pauvres malades, enfants de Dieu et mes frères". Pour saint Camille, le malade est vraiment un "homme", un homme concret, un homme pauvre, pauvre de biens, mais surtout pauvre du bien qu'est la santé. D'abord il "voit" cet homme, et ensuite il "discute" sur ses droits. Les "droits du malade" ne sont pas, pour lui, des principes théoriques imprimés dans les constitutions ou dans les lois, mais ce sont des "nécessités concrètes" qui exigent une réponse de la part de ceux qui sont auprès du malade. La vision chrétienne enrichit mais ne brouille pas la perception humaine intégrale du malade comme homme, de l'individu qui, même dans sa pauvreté et son infirmité, garde toujours une "dignité" unique que l'on ne peut pas supprimer.

C'est au service de cet homme que Camille a consacré sa vie.

## 2. Réforme de l'assistance auprès des malades

Il se consacre naturellement à "tout" l'homme, pas seulement à sa "maladie". Camille a compris que c'est l'homme tout entier qui entre à l'hôpital: il ne laisse rien dehors, ni de sa personne ni de sa personnalité; il amène quelques loques, mais aussi son âme libre et immortelle. C'est ainsi qu'il institua son ordre religieux "avec deux ailes", comme il disait, pères et frères, d'égale dignité, dans des services distincts et complémentaires, qui retrouvaient leur unité du fait de l'unicité de la



personne du malade. Mais ceci, la médecine psychosomatique moderne l'a compris elle aussi, au moins en théorie ! Ce qu'il convient surtout de faire ressortir ici, c'est le caractère de service total que Camille a imposé par rapport à la personne humaine, même dans le seul domaine de l'assistance que nous appelons corporelle ou de soins médicaux: il a fixé immédiatement des règles pour répondre à toutes les nécessités de la personne, en ne réduisant pas cette assistance à des prestations cliniques essentielles mais en les étendant à toutes les exigences que le personnel soignant d'alors — et peut-être aussi celui d'aujourd'hui — aurait pu être porté à négliger.

Lorsque, par exemple, Camille recommande de veiller à la propreté de la bouche et des dents des malades, lorsqu'il indique la manière de bien faire le lit, lorsqu'il écrit aux responsables d'un hôpital pour demander que l'on donne à chaque malade des tricotés de laine ou une robe de chambre contre les rigueurs du froid, lorsqu'il recommande sur tous les tons l'hygiène dans l'environnement, il est clair que Camille vise à offrir au malade une "maison", un accueil et une assistance convenable, on pourrait dire familière, qui le soulage des désagréments et lui enlève la sensation d'être devenu un objet hors d'usage. L'hôpital doit être la maison de l'"hospitalité", avec toute l'épaisseur classique et chrétienne que comporte ce mot.

Mais qu'en est-il des services qui étaient fournis alors dans les hôpitaux romains ? Saint Camille s'en était rendu compte lorsque, comme il a été dit plus haut, il était entré à Saint Jacques des Incurables pour soigner une plaie à la jambe dont il souffrait depuis des années et qui l'avait empêché de revêtir la bure franciscaine. Cette plaie qui ne guérissait pas le cloua à l'hôpital. Il observa autour de lui et décida en premier lieu de se mettre volontairement au service de ses frères. Il y en avait de toutes les catégories, et il choisit les plus négligés: les malades atteints du typhus, de maladies vénériennes ou de la peste. Son empressement et son dévouement suscitèrent l'estime des administrateurs qui bientôt le nommèrent "maître de maison", c'est-à-

dire... directeur sanitaire et administratif ainsi que responsable de l'ensemble du personnel !

## ACTUALITÉ RELIGIEUSE

### *Faits et rumeurs, Mgr Viagno et les autres ...*

*Extrait de Les derniers rebondissements de l'affaire Viganò. Que faut-il en penser ?*

*9 Juillet 2024 Roberto de Mattei*

Ces dernières semaines, certains faits et “non-faits” ont été le centre de l'attention des réseaux sociaux catholiques. Les faits sont ceux qui se sont réellement produits, les “non-faits” sont les faits hypothétiques, existant dans l'imagination des blogs plus que dans la réalité.

Un premier fait non avéré est l'existence d'un document qui interdirait ou limiterait la messe traditionnelle. [...]. A ce stade, il serait sans doute préférable d'en discuter lorsque le document sortira du tiroir.

Un autre fait non avéré est l'éventualité de consécration épiscopales de la Fraternité Saint-Pie-X, sans mandat pontifical, hypothèse avancée par le supérieur du district de France de la Fraternité, mais le supérieur général, don Davide Pagliarini, a affirmé à Châteauroux les 29 et 30 juin, que cette initiative, même si elle n'est pas exclue a priori, n'est pas à l'ordre du jour. En ce cas également, il vaut mieux donc attendre que ce soit le moment pour en discuter.

Le fait avéré qui mérite notre attention, en revanche, est l'ouverture d'un procès extrajudiciaire à l'encontre de l'archevêque Carlo Maria Viganò, [ancien gouverneur du Vatican puis Nonce aux USA] par le Dicastère pour la Doctrine de la Foi.

L'accusation principale est celle d'avoir rompu la communion avec l'Eglise de Rome et d'être tombé dans le délit de schisme. La nouvelle a été annoncée par l'archevêque lui-même, le 20 juin, sur son compte X et le lendemain, dans un communiqué dans lequel l'ex-nonce des États-Unis a déclaré qu'il ne prendrait pas part à la procédure judiciaire engagée contre lui.

Le 28 juin, dans un document-choc contre le pape François, sous le titre “J'accuse”, Mgr Viganò a déclaré notamment : “[...]Je ne reconnais l'autorité ni du tribunal qui prétend me juger, ni de son Préfet, ni de celui qui l'a nommé.” Son choix de ne pas se présenter confirme les accusations portées contre lui et dont il se

*félicite, en déclarant : “Je considère les accusations portées contre moi comme un honneur”* (post du 20 juin).

Certains font remarquer que les mesures sévères annoncées à l'encontre de Mgr Viganò ne correspondent pas, en terme de sévérité, aux mesures prises à l'égard de propagateurs notoires d'hérésies, tels que certains évêques allemands. Mais les évêques allemands, appliquant la stratégie du modernisme selon laquelle il faut lutter contre Rome tout en restant dans ses murs, se gardent bien de nier publiquement l'autorité du Pape. Ils méritent sans aucun doute d'être condamnés, mais comment peut-on prétendre à leur condamnation, si Rome s'abstient de condamner ceux qui, non dans les faits, mais par principe, rejettent son autorité ?

D'autres comparent l'affaire de Mgr Viganò à celle de l'archevêque français Mgr Marcel Lefebvre. Pourtant, la différence entre ces deux cas est notoire. Mgr Lefebvre n'a jamais rejeté l'autorité de Rome. Après la première condamnation de l'œuvre d'Ecône par l'évêque de Fribourg, en mai 1975, c'est Mgr Lefebvre lui-même qui demanda que, face à un tel abus de pouvoir, sa cause soit jugée par la Congrégation pour la Doctrine de la Foi. Le 28 janvier 1978, le cardinal Seper, préfet de l'ex Saint-Office, envoyait à Ecône une documentation substantielle à laquelle Mgr Lefebvre était invité à répondre. L'archevêque français a entretenu une correspondance abondante avec le Saint-Siège et les actes de l'enquête ont été publiés par la revue *Itinéraires* en mai 1979, pour paraître ensuite en langue italienne sous le titre *Mons. Lefebvre e il Sant'Uffizio* (Giovanni Volpe Editore, 1980). La lecture de ces documents est extrêmement instructive, notamment pour comprendre la position de l'archevêque français qui, dans sa dernière lettre au cardinal Seper du 29 janvier 1979, confiait “tout au jugement du Saint-Père”, qui était alors Jean-Paul II. Mgr Lefebvre accepta la visite du Cardinal Gagnon, envoyé par le Pape au séminaire d'Ecône en 1987. Un ami et confident du Cardinal Gagnon, le Père Charles Theodore Murr, a témoigné que le rapport du cardinal canadien était élogieux à l'égard de la FSSPX et en particulier des programmes d'études d'Ecône (Préface à Kennedy Hall, *The Defence*, Augustinus Press, 2023). Il y a eu, du reste, une négociation serrée entre Mgr Lefebvre et le Préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi de l'époque, Josef Ratzinger, et ce jusqu'à la veille des consécutions épiscopales à Ecône, le 30 juin 1988.

De nombreux admirateurs de Mgr Viganò n'ont pas saisi ce point, quand ils ont réagi à la nouvelle du procès en donnant raison à l'archevêque parce qu'il “*parle clairement, comme Mgr Lefebvre*”, contrairement à d'autres pasteurs qui se taisent

aujourd'hui face à la crise profonde de l'Église. Ce qui est en cause, ce n'est pas la critique de Mgr Viganò à l'égard du pape François, sur certains points justifiée, mais sa volonté affichée de rompre toute forme de communion avec lui et avec le Siège romain.

Par ailleurs, on ne peut poser un tel acte, si grave et radical, en se limitant à l'annoncer dans un communiqué, sans lui donner une base doctrinale valable. Il est bien trop faible de se limiter à citer la bulle *Cum ex apostolatus officio* du 15 février 1559, [...qui] enseigne seulement qu'un pape peut être corrigé à moins qu'on ait démontré qu'il était déjà hérétique au moment de son élection. Le cardinal Bergoglio l'était-il ? C'est à prouver. Le "*vice de consentement*" dont parle Mgr Viganò correspond aux "thèses de Cassiciacum" de Mgr Guérard de Lauriers, dont se réclame aujourd'hui l'Institut Mater Boni Consilii. Que ce soit ou non la position de Mgr Viganò, elle devrait être étayée par des études approfondies de théologie, de droit canonique et d'histoire de l'Église, qui n'ont pas été produites à ce jour.

Mais il y a un autre aspect encore plus critique. Dans la confusion actuelle de la crise religieuse, on ne peut survivre spirituellement sans une aide spéciale de la grâce, que l'on reçoit à travers les sacrements, en particulier les plus fréquents dans la vie quotidienne, la communion et la confession. Selon Mgr Viganò, à quels prêtres faudrait-il s'adresser pour obtenir la nourriture spirituelle nécessaire ? Il semble que sont exclus de son horizon tant les instituts qui se réfèrent à l'ex-Ecclesia Dei, que la Fraternité Saint-Pie X elle-même, qui prie habituellement *Pro Pontifice nostro Francisco*.

Et nous en arrivons à la question finale : où se trouve, pour Mgr Viganò, l'Église catholique ? Non pas l'Église virtuelle à laquelle adhèrent de nombreux membres assidus des blogs traditionalistes, mais l'Église réelle, visible dans sa doctrine immuable, dans sa succession apostolique ininterrompue et dans la vie infusée par ses sacrements. Sans cette Église visible, qui est le corps mystique du Christ, l'âme meurt asphyxiée.

Shakespeare disait que "*le monde entier est une scène, et que tous les hommes et femmes ne sont que des acteurs*" (*As you like it*, acte II, 7). Il y a, dans ces mots, une profonde vérité, mais la scène du monde n'est pas un blog, car le destin des hommes qui jouent sur cette scène est une dramatique réalité. Ce qui est en jeu, c'est leur vie éternelle.